



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALEDistr.
LIMITEEA/C.2/35/L.124
19 novembre 1980
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-cinquième session
DEUXIEME COMMISSION
Point 61 c) de l'ordre du jour

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE :
COMMERCE ET DEVELOPPEMENT

Projet de résolution présenté par M. J. L. Villa, Vice-Président de la Commission, sur la base de consultations officielles tenues au sujet du projet de résolution A/C.2/35/L.65

Transfert inverse de technologie

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1er mai 1974, contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, 3281 (XXIX) du 13 décembre 1974, contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, et 3362 (S-VII) du 16 septembre 1975, relative au développement et à la coopération économique internationale,

Rappelant en outre ses résolutions 32/192 du 19 décembre 1977 et 33/151 du 20 décembre 1978, intitulées "Transfert inverse de technologie", ainsi que sa résolution 34/200 du 19 décembre 1979, concernant les aspects du transfert inverse de technologie relatifs au développement,

Prenant note de la Déclaration économique adoptée par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à La Havane du 3 au 9 septembre 1979 1/,

Prenant note également du rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sur sa cinquième session 2/ et, en particulier de la

1/ A/34/542, annexe, sect. IV.

2/ Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, cinquième session, vol. I : Rapport et annexes (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.79.II.D.14).

résolution 102 (V) adoptée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement le 30 mai 1979 3/, du Programme d'action de Vienne sur la science et la technique au service du développement 4/ et des résolutions et décisions du Conseil du commerce et du développement relatives au transfert inverse de technologie, en particulier de sa décision 193 (XIX) du 10 octobre 1979 5/ et de sa résolution 219 (XXI) du 27 septembre 1980 6/,

Prenant note en outre des propositions formulées par le Groupe des 77 dans le Programme d'Arusha pour l'autonomie collective et cadre de négociations 7/, adopté à la quatrième réunion ministérielle du Groupe des 77, tenue à Arusha du 12 au 16 février 1979,

Exprimant sa préoccupation devant les effets néfastes du transfert inverse de technologie sur la capacité et les possibilités de développement scientifique et technique des pays en développement et, par voie de conséquence, sur leur développement économique et social,

Considérant que l'exode du personnel qualifié des pays en développement constitue un transfert inverse de technologie,

Consciente que la recherche de solutions au transfert inverse de technologie, qui a de graves conséquences économiques, politiques et sociales pour les pays en développement, est une tâche importante de la communauté internationale, dans le cadre des efforts qu'elle déploie pour instaurer un nouvel ordre économique international,

Convaincue du rôle que pourrait jouer le système des Nations Unies dans l'atténuation des effets néfastes du transfert inverse de technologie,

1. Prend acte du rapport intérimaire intitulé "Création d'un service international de compensation du travail" 8/, établi par le Secrétaire général en application de la résolution 34/200 de l'Assemblée générale, qui doit servir de base à l'établissement du rapport définitif;

3/ Ibid., partie I, sect. A.

4/ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, Vienne, 20-31 août 1979 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.79.I.21 et rectificatifs), chap. VII.

5/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-quatrième session, Supplément No 15 (A/34/15 et Corr.1) vol. II, partie I, annexe I.

6/ Ibid., trente-cinquième session, Supplément No 15 (A/35/15), annexe I.

7/ TD/236.

8/ A/35/198.

2. Prie à nouveau le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée, à sa trente-sixième session, le rapport définitif sur cette question, qui sera établi en coopération avec la CNUCED, l'Organisation internationale du Travail et les autres organismes compétents des Nations Unies, et de continuer à suivre la coordination des travaux sur la question du transfert inverse de technologie;

3. Prie le Secrétaire général de la CNUCED de maintenir à l'étude, selon que de besoin, le problème du transfert inverse de technologie;

4. Prie le Conseil du commerce et du développement de terminer, à sa vingt-deuxième session, l'examen de recommandations sur des arrangements appropriés, conformément à la résolution 219 (XXI) du Conseil du commerce et du développement, notamment la convocation d'un groupe d'experts chargé d'examiner la possibilité de mesurer les courants de ressources humaines, et de faire rapport sur la question à l'Assemblée générale, lors de sa trente-sixième session.
